

Alimentation Couche-Tard inc.
États financiers consolidés
24 avril 2011, 25 avril 2010 et 26 avril 2009

Rapport de la direction	2
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	2
Rapport des auditeurs	3
États financiers consolidés	
États des résultats consolidés	5
États de la variation des capitaux propres consolidés	6
États des flux de trésorerie consolidés	9
Bilans consolidés	10
Notes complémentaires	11

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs externes, a révisé les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009 ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 12 juillet 2011

Le président
et chef de la direction,

« *Alain Bouchard* »

Alain Bouchard

Le vice-président
et chef de la direction financière,

« *Raymond Paré* »

Raymond Paré

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction de Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 24 avril 2011. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework* et est élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de leur efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions. Étant donné ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ou détecter des inexactitudes. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédés. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 24 avril 2011.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés, a audité les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 24 avril 2011 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 12 juillet 2011

Le président
et chef de la direction,

« *Alain Bouchard* »

Alain Bouchard

Le vice-président
et chef de la direction financière,

« *Raymond Paré* »

Raymond Paré

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Alimentation Couche-Tard inc.

Le 12 juillet 2011

États financiers consolidés

Nous avons effectué des audits intégrés des états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009 et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 24 avril 2011. Nos opinions, qui s'appuient sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué les audits des états financiers consolidés ci-joints de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009, ainsi que les notes complémentaires incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons nos audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices terminés au 24 avril 2011, au 25 avril 2010 et au 26 avril 2009, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales au 24 avril 2011.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si l'entité maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document Internal Control - Integrated Framework, publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, sur la base de notre audit.

Notre audit a été réalisé conformément à la norme énoncée dans le Manuel de l'ICCA – Certification pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que l'auditeur planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Il comprend les politiques et les procédures qui : 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 24 avril 2011 selon les critères établis dans le document Internal Control - Integrated Framework, publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹
Montréal, Canada

¹ Comptable agréé auditeur permis No. 19653

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action)

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	18 965,9	16 439,6	15 781,1
Coût des ventes (excluant l'amortissement des immobilisations et des autres actifs tels que présentés séparément ci-dessous)	16 180,7	13 886,3	13 344,5
Marge brute	2 785,2	2 553,3	2 436,6
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux (note 7)	2 050,4	1 906,7	1 848,8
Amortissement des immobilisations et des autres actifs (note 7)	216,3	204,5	183,0
	2 266,7	2 111,2	2 031,8
Bénéfice d'exploitation	518,5	442,1	404,8
Frais financiers nets (note 7)	26,3	29,9	36,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	492,2	412,2	368,6
Impôts sur les bénéfices (note 8)	122,1	109,3	114,7
Bénéfice net	370,1	302,9	253,9
Bénéfice net par action (note 9)			
De base	2,00	1,64	1,31
Dilué	1,97	1,60	1,29

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu ⁽⁴⁾	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	319,5	18,8	1 167,0	109,0	1 614,3
Résultat étendu :					
Bénéfice net			370,1		370,1
Variation des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾				40,0	40,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽²⁾				2,0	2,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾				(1,3)	(1,3)
Résultat étendu					<u>410,8</u>
Dividendes			(32,8)		(32,8)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		1,5			1,5
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	2,2	(2,2)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	11,4				11,4
Rachat et annulation d'actions	(9,3)				(9,3)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(59,8)		(59,8)
Solde à la fin de l'exercice	323,8	18,1	1 444,5	149,7	1 936,1

- (1) Inclut un gain de 17,2 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,5 \$).
- (2) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,6 \$.
- (3) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$.
- (4) Le solde à la fin de l'exercice comprend les redressements cumulés de conversion de devises au montant de 148,6 \$ et la variation cumulée de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie au montant de 1,1 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains (note 2))

	2010				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu ⁽⁶⁾	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	329,1	17,7	932,6	46,6	1 326,0
Résultat étendu :					
Bénéfice net			302,9		302,9
Variation des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾				62,0	62,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽²⁾				0,6	0,6
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾				(0,2)	(0,2)
Variation de la juste valeur d'un placement disponible à la vente ⁽⁴⁾				11,4	11,4
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur la disposition d'un placement disponible à la vente ⁽⁴⁾				(11,4)	(11,4)
Résultat étendu					<u>365,3</u>
Dividendes			(25,1)		(25,1)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		2,0			2,0
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	0,9	(0,9)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	2,5				2,5
Rachat et annulation d'actions	(13,0)				(13,0)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(43,4)		(43,4)
Solde à la fin de l'exercice	<u>319,5</u>	<u>18,8</u>	<u>1 167,0</u>	<u>109,0</u>	<u>1 614,3</u>

- (1) Inclut un gain de 113,3 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 17,0 \$).
- (2) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$.
- (3) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$.
- (4) Ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,5 \$.
- (5) Le solde à la fin de l'exercice comprend les redressements cumulés de conversion de devises au montant de 108,6 \$ et la variation cumulée de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie au montant de 0,4 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains (note 2))

	2009				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	348,8	15,6	775,0	114,3	1 253,7
Résultat étendu :					
Bénéfice net			253,9		253,9
Variation des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾				(67,7)	(67,7)
Résultat étendu					186,2
Dividendes			(24,1)		(24,1)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		2,7			2,7
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	0,6	(0,6)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	1,8				1,8
Rachat et annulation d'actions	(22,1)				(22,1)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(72,2)		(72,2)
Solde à la fin de l'exercice	329,1	17,7	932,6	46,6	1 326,0

(1) Inclut une perte nette de 109,9 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20,3 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	370,1	302,9	253,9
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation			
Amortissement des immobilisations et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	191,1	176,4	161,4
Impôts futurs	58,8	40,2	32,0
Intérêts implicites sur le rachat de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(17,4)	-	-
Gain sur remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(1,4)	-	-
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	3,1	(15,5)	2,8
Crédits reportés	(1,2)	11,9	9,4
Autres	24,5	19,8	13,3
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 10)	(8,7)	(44,9)	30,0
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	618,9	490,8	502,8
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations et d'autres actifs	(224,8)	(230,9)	(251,4)
Acquisitions d'entreprises (note 6)	(38,5)	(156,1)	(80,8)
Produits tirés de la cession d'immobilisations et d'autres actifs	22,3	28,5	15,8
Produits tirés de transactions de cession-bail	5,1	11,1	19,8
Disposition d'un placement dans des actions cotées en bourse	-	75,9	-
Placement dans des actions cotées en bourse	-	(62,0)	-
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(235,9)	(333,5)	(296,6)
Activités de financement			
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(332,6)	-	-
Augmentation (diminution) nette des autres emprunts à long terme	132,7	(46,7)	(116,5)
Rachat d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B	(69,1)	(56,4)	(99,5)
Dividendes versés en trésorerie	(32,8)	(25,1)	(24,1)
Émission d'actions	11,4	2,5	1,8
Sommes reçues afférentes à des frais sur résiliation anticipée des contrats de swap de taux d'intérêt (note 24)	-	2,5	9,4
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(290,4)	(123,2)	(228,9)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	6,9	13,5	(20,0)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	99,5	47,6	(42,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	220,9	173,3	216,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	320,4	220,9	173,3

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011	2010
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4	220,9
Débiteurs (note 11)	356,1	286,2
Stocks (note 12)	530,7	474,1
Frais payés d'avance	21,3	20,2
Impôts sur les bénéfices à recevoir (note 8)	26,6	4,7
Impôts futurs (note 8)	33,9	24,9
	1 289,0	1 031,0
Immobilisations (note 13)	2 002,8	1 980,5
Écarts d'acquisition (note 14)	442,5	426,5
Intangibles (note 15)	188,6	188,2
Autres actifs (note 16)	66,9	65,2
Impôts futurs (note 8)	9,8	5,3
	3 999,6	3 696,7
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 17)	994,5	872,9
Portion à court terme de la dette à long terme (note 18)	4,6	4,4
Impôts futurs (note 8)	21,2	5,6
	1 020,3	882,9
Dette à long terme (note 18)	521,8	736,8
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 19)	299,0	285,8
Impôts futurs (note 8)	222,4	176,9
	2 063,5	2 082,4
Capitaux propres		
Capital-actions (note 20)	323,8	319,5
Surplus d'apport	18,1	18,8
Bénéfices non répartis	1 444,5	1 167,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	149,7	109,0
	1 936,1	1 614,3
	3 999,6	3 696,7

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

« *Alain Bouchard* »

Alain Bouchard
Administrateur

« *Richard Fortin* »

Richard Fortin
Administrateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

1. Statuts et nature des activités

Alimentation Couche-Tard inc. (la société) est constituée en vertu de *la Loi sur les sociétés par actions* (Québec).

Au 24 avril 2011, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 5 795 magasins d'accommodation en Amérique du Nord dont 4 401 sont exploités par la société et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac, de produits frais, y compris la restauration rapide, de bière/vin, d'articles d'épicerie, de boissons, d'autres produits et services et de carburant.

2. Principes de présentation

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes 2011, 2010 et 2009 désignent les exercices terminés les 24 avril 2011, 25 avril 2010 et 26 avril 2009.

Principes de présentation

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens).

Monnaie de présentation

La société utilise le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis ainsi que sa dette libellée en grande partie en dollars américains.

3. Modifications comptables

Nouvelles normes comptables publiées récemment mais non encore appliquées

Le 13 février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a émis un communiqué confirmant que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en 2011. Ainsi, la société adoptera les IFRS le 25 avril 2011.

Étant donné que la société adoptera les IFRS le 25 avril 2011, la société cessera de préparer ses états financiers conformément aux PCGR canadiens, tel qu'énoncé dans la partie V du manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») – Comptabilité et appliquera les IFRS tel que publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») comme référentiel comptable. Conséquemment, les éventuels changements aux PCGR canadiens entrant en vigueur pour les périodes débutant le 1er janvier 2011 ou après ne sont pas discutés dans les présents états financiers consolidés.

4. Conventions comptables

Estimations comptables

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR canadiens exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révisé périodiquement ses estimations, y compris celles portant sur les rabais fournisseurs, les coûts environnementaux, les impôts sur les bénéfices, la comptabilisation des contrats de location, la répartition de prix d'achat et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part de la société des comptes de sa coentreprise qui est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

4. Conventions comptables (suite)

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la société pour ses opérations corporatives et canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales autonomes américaines est le dollar américain.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les revenus et charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux historique. Le cas échéant, les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont portés aux résultats.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode du taux de clôture. Conformément à cette méthode, les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux moyen sur une base périodique de quatre semaines. Les gains et les pertes de change sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode du taux de clôture décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis au taux historique. Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions de catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions de catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de l'effet dilutif des options d'achat d'actions.

Constatation des produits

Pour ses deux principales catégories de produits, les marchandises et le carburant, la société comptabilise le produit au point de vente. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines, de boissons, de bière, de vin et de produits frais, y compris les produits de restauration rapide, et les services.

Les revenus provenant des services comprennent les commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appel et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques, les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus ainsi que les revenus tirés des lave-autos. Ces produits sont constatés au moment de la transaction. Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, ainsi que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les franchisés et les détenteurs de licences.

Coût des ventes et rabais fournisseurs

Le principal élément inclus dans le coût des ventes est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs.

La société constate les montants reçus en vertu d'ententes avec des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes aux états des résultats et bilans consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. Les montants reçus mais non constatés à l'état des résultats sont présentés dans les crédits reportés.

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais de cartes de crédit et de débit et les frais généraux.

Auto assurance

Aux États-Unis, la société a recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime non actualisé de réclamations engagées à la date du bilan est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminable et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

4. Conventions comptables (suite)

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises - centres de distribution est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des marchandises - vente au détail est évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale et le coût des stocks de carburant est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires devraient se résorber. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

Immobilisations, amortissements et dépréciation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût déduction faite de l'amortissement cumulé et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtiment	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail
Équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail

Les composantes de bâtiment comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasin.

Les améliorations locatives et les immobilisations sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs résultant de leur utilisation et de leur cession éventuelle. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur juste valeur, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont plutôt soumis à un test annuel de dépréciation, lors du premier trimestre, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Dans le cas où la valeur comptable des écarts d'acquisition d'une unité d'exploitation excéderait leur juste valeur, une perte de valeur serait comptabilisée.

Intangibles

Les intangibles sont principalement composées de marques de commerce et de licences. Les marques de commerce et les licences ont des durées de vie indéterminées, sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Les autres intangibles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à dix ans.

Frais reportés

Les frais reportés sont principalement composés des frais encourus dans le cadre de l'étude et de la signature des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis de la société et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Les frais reportés comprennent aussi les frais encourus dans le cadre de l'étude et de la conclusion de contrats de location-exploitation qui sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les autres frais reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à sept ans.

Frais de location

La société comptabilise les contrats de location-acquisition lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et est amorti linéairement sur la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont présentés sous la rubrique « Immobilisations » au bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimum, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible. La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail.

Les gains découlant de transactions de cession-bail sont reportés et amortis sur la durée du nouveau bail tandis que les pertes sont enregistrées aux résultats consolidés au moment de la transaction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

4. Conventions comptables (suite)

Frais de financement

Les frais de financement liés à la dette subordonnée non garantie sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les coûts de rémunération à base d'actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les opérations effectuées à compter de l'exercice débuté le 29 avril 2002.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives est comptabilisé linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur marchande des actions catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'actions fictives qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions catégorie B.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels, selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services et les charges de retraite sont imputées aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains (pertes) actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes pour cette période ou de la modification des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées. L'excédent du gain (perte) actuariel net sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, établis au début de l'exercice, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes de retraite est de neuf ans;
- Le 1^{er} mai 2000, la société a adopté, sur une base prospective, la nouvelle norme comptable s'appliquant aux avantages sociaux futurs. La société amortit l'actif transitoire linéairement sur une période de 11 ans, soit la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés devant normalement toucher des prestations en vertu des régimes au 1^{er} mai 2000;
- Les coûts des services passés sont amortis linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

Pour le régime à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs à essence souterrains et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, le terme des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir à essence souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la juste valeur de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à des taux variant de 8,5 % à 10,0 %, correspondants aux taux de rendement sans risque ajustés selon la cote de crédit de la société au moment où les coûts ont été estimés et révisés. Le montant ajouté aux équipements est amorti et une charge de désactualisation est constatée en lien avec le passif actualisé sur la durée de vie utile du réservoir ou la durée du bail pour les propriétés louées.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements cotés en Bourse	Disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat étendu
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net

⁽¹⁾ L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

4. Conventions comptables (suite)

Couverture et instruments financiers dérivés

Swaps de taux d'intérêt

En 2010 et 2009, la société a utilisé des instruments financiers dérivés, soit des swaps de taux d'intérêt, dans le but de réduire les risques de taux d'intérêt présents et futurs auxquels l'exposait sa dette subordonnée non garantie. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés autonomes à des fins de transaction ou de spéculation.

Les swaps de taux d'intérêt étaient désignés et documentés comme une couverture de la juste valeur de son ancienne dette subordonnée non garantie. La société avait déterminé que les instruments financiers dérivés représentaient des couvertures efficaces, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque la durée jusqu'à l'échéance, le montant du notionnel et le taux d'intérêt de référence des instruments concordaient tous avec les conditions d'emprunt de l'instrument couvert.

La société a utilisé des contrats de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion de la combinaison des taux d'intérêt fixes et variables pour une partie de sa dette et du coût d'emprunt correspondant. Les contrats de swap de taux d'intérêt donnaient lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont fondés. Le montant correspondant à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties était pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus.

Les variations de la juste valeur du swap et de la dette étaient comptabilisées au résultat net et se compensaient, à l'exception de toute partie inefficace de la relation de couverture. Au bilan, la juste valeur du swap était comptabilisée dans les autres actifs à long terme si elle était à l'avantage de la société ou dans les crédits reportés et autres éléments de passif si elle était au désavantage de la société.

Swaps sur rendement total intégré

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur marchande des actions fictives (les « AF ») octroyées par la société, cette dernière utilise un contrat d'investissement qui inclut un swap sur rendement total intégré. Le swap sur rendement total intégré est comptabilisé à la juste valeur dans les autres actifs au bilan consolidé.

La société a documenté et désigné le swap sur rendement total intégré comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF octroyées. La société a déterminé que le swap sur rendement total intégré représente une couverture efficace, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée du swap sur rendement total intégré. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu consolidé et sont subséquentement reclassés au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsqu'il est probable que l'opération de couverture ne se réalisera pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux.

Couverture de l'investissement net dans des opérations étrangères autonomes

La société a également désigné la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars américains à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères autonomes. Ainsi les gains et les pertes liés à la conversion de sa dette à long terme libellée en dollars américains qui est considérée comme une couverture efficace sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses filiales étrangères autonomes. Advenant qu'une tranche de la couverture deviendrait inefficace, le montant afférent serait comptabilisé dans l'état des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux.

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur. Ultérieurement, elles sont réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

5. Participation dans une coentreprise

Depuis l'exercice 2010, la société détient une participation de 50,01% dans une coentreprise, RDK Ventures LLC (« RDK »), qui exploite des magasins d'accommodation dans la grande région métropolitaine de Chicago aux États-Unis. Les éléments des résultats, des flux de trésorerie et des bilans de RDK sont reflétés dans les états financiers consolidés de la société selon la méthode de la consolidation proportionnelle puisque la société exerce un contrôle conjoint sur RDK. Les principales composantes provenant de sa participation incluses dans les états financiers consolidés sont les suivantes :

Au	24 avril 2011	25 avril 2010
Bilan	\$	\$
Actif à court terme	23,0	15,5
Actif à long terme	68,5	66,8
Passif à court terme	17,7	14,8
Passif à long terme	25,4	25,5
Pour l'exercice	2011	2010
État des résultats	\$	\$
Chiffre d'affaires	416,1	110,1
Charges	403,4	108,1
Bénéfice net	12,7	1,5
État des flux de trésorerie		
Activités d'exploitation	20,4	10,6
Activités d'investissement	(4,4)	(25,5)
Activités de financement	(10,7)	20,1

6. Acquisitions d'entreprises

La société a réalisé les acquisitions d'entreprises suivantes qui ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des entreprises acquises sont inclus dans les états des résultats consolidés à compter de leurs dates respectives d'acquisition. Les répartitions du prix d'achat des acquisitions ont été établies selon les informations disponibles ainsi que sur la base d'évaluations et d'hypothèses que la direction juge raisonnables. Les allocations sont basées sur les justes valeurs à la date d'acquisition.

2011

- Le 9 septembre 2010, la société a fait l'acquisition de dix magasins corporatifs auprès de Compac Food Stores Inc. Neuf magasins sont situés dans la grande région de Mobile en Alabama et un est situé à Pensacola en Floride. La société est propriétaire de tous les immeubles tandis qu'elle loue quatre terrains et détient les six autres.
- Le 30 septembre 2010, la société a fait l'acquisition de 12 magasins corporatifs situés dans le centre de l'Indiana auprès de Crystal Flash Petroleum, LLC. La société est propriétaire du terrain et de l'immeuble pour un site, elle loue ces mêmes actifs pour dix sites tandis qu'elle est propriétaire de la bâtisse et loue le terrain pour un autre site.
- Au cours de l'exercice 2011, la société a fait l'acquisition de 25 autres magasins par l'entremise de 21 transactions distinctes. La société est propriétaire des terrains et immeubles pour 15 sites et elle loue ces mêmes actifs pour les dix autres sites.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 38,5 \$, incluant les frais d'acquisition directs.

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	2,5
Immobilisations	29,7
Autres actifs	0,2
Actif corporel total	32,4
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Crédits reportés et autres éléments de passif	1,0
Passif total	1,3
Actif corporel net acquis	31,1
Écarts d'acquisition	7,4
Contrepartie totale payée en espèces, incluant les frais d'acquisition directs	38,5

La société estime que le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 1,7 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

6. Acquisitions d'entreprises (suite)

2010

- Le 28 mai 2009, la société a conclu l'acquisition de 43 magasins corporatifs situés dans le marché de Phoenix en Arizona, aux États-Unis, auprès de ExxonMobil Corporation. La société loue les terrains et les immeubles pour neuf sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour un site et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites. Dans le cadre de cette acquisition, ExxonMobil a également transféré à la société les droits de la marque de commerce « On the Run » aux États-Unis ainsi que le réseau américain composé de 444 magasins franchisés opérant sous cette marque de commerce.
- Le 6 janvier 2010, par l'entremise de RDK, la société a participé à l'acquisition de 100 magasins détenus par Shell, dont 69 magasins corporatifs et 31 magasins exploités par des opérateurs indépendants. RDK loue les terrains et les immeubles pour 55 sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour cinq sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 16 février 2010, la société a fait l'acquisition, auprès de BP West Coast Products LLC, d'un terminal de carburant situé à Phoenix dans l'État de l'Arizona aux États-Unis. Les infrastructures du terminal incluent 16 réservoirs ayant une capacité totale de 220 000 barils. Le terminal a un volume autorisé de 44 000 barils par jour et son approvisionnement pourra se faire à partir des raffineries de la Côte Ouest et de la région du Golfe des États-Unis.
- Le 6 avril 2010, la société a acquis, auprès de Accel Marketing LLC, huit magasins corporatifs dans le centre de la Caroline du Nord aux États-Unis. La société est propriétaire des terrains et des immeubles pour les huit sites.
- Au cours de l'exercice 2010, la société a également fait l'acquisition de 16 magasins par l'entremise de 12 transactions distinctes. La société est propriétaire des terrains et immeubles pour huit sites et elle loue ces mêmes actifs pour les huit autres sites.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 156,1 \$, incluant les frais d'acquisition directs. Les actifs nets acquis comprennent un fonds de roulement de 8,9 \$, des immobilisations de 163,6 \$, d'autres actifs de 0,3 \$, des actifs incorporels de 1,3 \$, des écarts d'acquisition de 8,9 \$ et des crédits reportés et autres éléments de passif de 26,9 \$. Le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,0 \$.

2009

- Le 10 février 2009, la société a conclu l'acquisition, auprès de Gate Petroleum Company, de sept magasins corporatifs opérant sous la bannière Gate dans les régions de Greensboro et de Raleigh en Caroline du Nord, aux États-Unis. La société loue les terrains et les immeubles pour deux sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour un site et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 5 février 2009, la société a acquis, auprès de Exploitation Quali-T Inc., filiale du Groupe Therrien, 13 magasins corporatifs situés dans la province de Québec, au Canada. La société loue les terrains et les immeubles pour ces sites.
- Le 8 juillet 2008, la société a acquis, auprès de Spirit Energy, 70 magasins corporatifs. Pour 11 de ces sites, la société possède les immeubles et les terrains, pour deux sites elle loue les terrains, tandis qu'elle loue les terrains et les immeubles pour les 57 autres. Les magasins acquis opèrent sous la bannière Convenient Food Mart dans la région de Saint-Louis, au Missouri, et à proximité du centre de l'Illinois aux États-Unis.
- Le 29 avril 2008, la société a acquis, auprès de Speedway Superamerica LLC, 15 magasins corporatifs. Les magasins acquis opèrent sous la bannière Speedway dans le centre de l'Illinois, aux États-Unis. La société possède les terrains relatifs à 14 de ces sites et en loue un, tandis qu'elle possède les 15 immeubles.
- Au cours de l'exercice 2009, la société a également fait l'acquisition de deux magasins par l'entremise de deux transactions distinctes. La société possède les terrains et les immeubles liés à ces deux transactions.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 80,8 \$, incluant les frais d'acquisition directs. Les actifs nets acquis comprennent un fonds de roulement de 9,9 \$, des immobilisations de 59,1 \$, d'autres actifs de 1,4 \$, des écarts d'acquisition de 12,2 \$ et des crédits reportés et autres éléments de passif de 1,8 \$. Le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,7 \$.

7. Informations supplémentaires sur les états des résultats consolidés

Informations supplémentaires sur les frais de location compris dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Frais de location, montant net			
Frais de location	249,0	250,6	237,6
Revenus de sous-location	(21,9)	(21,3)	(19,6)
	227,1	229,3	218,0
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations et des autres actifs			
Immobilisations	210,6	199,2	178,7
Autres actifs	5,7	5,3	4,3
	216,3	204,5	183,0
Frais financiers nets			
Intérêts sur la dette à long terme	27,9	31,2	37,1
Revenu d'intérêts	(1,6)	(1,3)	(0,9)
	26,3	29,9	36,2

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

8. Impôts sur les bénéfices

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Impôts sur les bénéfices exigibles	63,3	69,3	82,7
Impôts futurs	58,8	40,0	32,0
	122,1	109,3	114,7

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	29,43	30,58	30,90
Incidence des variations des taux d'imposition	0,23	-	0,12
Autres écarts permanents	(4,86)	(4,08)	0,10
Taux d'imposition effectif	24,80	26,50	31,12

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs (passifs) d'impôts futurs sont les suivantes :

	2011	2010
	\$	\$
Actifs nets d'impôts futurs à court terme		
Charges déductibles au cours de l'exercice subséquent	28,2	22,9
Perte déductible au cours de l'exercice subséquent	2,5	-
Revenus imposables au cours de l'exercice subséquent	(21,2)	(7,5)
Crédits reportés	1,3	1,0
Autres	1,9	2,9
	12,7	19,3
Passifs nets d'impôts futurs à long terme		
Immobilisations	(208,6)	(162,8)
Intangibles	(68,8)	(65,2)
Crédits reportés	45,6	49,9
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	19,6	16,3
Écarts d'acquisition	(24,2)	(20,1)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	22,4	17,8
Pertes autres qu'en capital	2,8	5,0
Gains de change non réalisés	(6,0)	(18,3)
Autres	4,6	5,8
	(212,6)	(171,6)

9. Bénéfice net par action

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Bénéfice net disponible aux actionnaires de catégories A et B	370,1	302,9	253,9
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	184 637	184 236	193 596
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en milliers)	3 512	4 506	3 872
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en milliers)	188 149	188 742	197 468
Bénéfice net de base par action disponible aux actionnaires de catégories A et B	2,00	1,64	1,31
Bénéfice net dilué par action disponible aux actionnaires de catégories A et B	1,97	1,60	1,29

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2011, 465 355 options d'achat d'actions (1 138 627 en 2010 et 1 677 059 en 2009) sont exclues compte tenu de leur effet antidilutif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

10. Informations supplémentaires sur les états des flux de trésorerie consolidés

Les variations du fonds de roulement hors caisse se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Débiteurs	(41,2)	(27,8)	28,7
Stocks	(45,6)	(37,2)	35,1
Frais payés d'avance	(0,7)	(11,0)	-
Créditeurs et charges à payer	106,4	75,0	(49,5)
Impôts sur les bénéfices à payer	(27,6)	(43,9)	15,7
	(8,7)	(44,9)	30,0

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts et aux impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Intérêts versés	33,6	29,4	34,2
Impôts sur les bénéfices versés	93,0	111,3	66,1

11. Débiteurs

	2011	2010
	\$	\$
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir	120,2	119,4
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit	199,9	139,2
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 23)	3,3	3,1
Autres débiteurs	32,7	24,5
	356,1	286,2

12. Stocks

	2011	2010
	\$	\$
Marchandises – ventes au détail	332,1	323,3
Carburant	180,2	131,1
Marchandises – centres de distribution	18,4	19,7
	530,7	474,1

13. Immobilisations

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	591,1	-	591,1
Immeubles et composantes de bâtiment	571,1	164,7	406,4
Améliorations locatives	400,9	217,2	183,7
Équipements	1 570,8	783,4	787,4
	3 133,9	1 165,3	1 968,6
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	49,2	15,0	34,2
	3 183,1	1 180,3	2 002,8
			2010
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	571,3	-	571,3
Immeubles et composantes de bâtiment	554,4	136,2	418,2
Améliorations locatives	389,3	190,4	198,9
Équipements	1 407,4	647,8	759,6
	2 922,4	974,4	1 948,0
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	45,4	12,9	32,5
	2 967,8	987,3	1 980,5

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

14. Écarts d'acquisition

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	426,5	384,8
Écarts d'acquisition acquis par le biais d'acquisitions d'entreprises durant l'exercice	7,4	8,9
Effet des fluctuations du taux de change	8,6	32,8
Solde à la fin de l'exercice	<u>442,5</u>	<u>426,5</u>

15. Intangibles

	2011	2010
	\$	\$
Marques de commerce	154,7	154,7
Licences	19,3	18,8
Autres	14,6	14,7
	<u>188,6</u>	<u>188,2</u>

16. Autres actifs

	2011	2010
	\$	\$
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 23)	15,6	18,7
Contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré (note 24)	10,0	3,5
Actif au titre des prestations constituées (note 22)	7,9	8,3
Frais reportés, montant net	7,4	9,4
Dépôts	2,1	1,6
Autres	23,9	23,7
	<u>66,9</u>	<u>65,2</u>

17. Crédoeurs et charges à payer

	2011	2010
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	714,1	627,9
Taxes à payer	117,8	96,4
Salaires et avantages afférents	86,1	76,3
Crédits reportés	13,4	14,8
Provision pour frais de réhabilitation de sites (note 23)	11,5	10,1
Autres	51,6	47,4
	<u>994,5</u>	<u>872,9</u>

18. Dette à long terme

	2011	2010
	\$	\$
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti en dollars américains, échéant en septembre 2012 ^(a)	330,4	185,6
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti en dollars canadiens, échéant en septembre 2012 ^(a)	-	52,4
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti en dollars américains, échéant en septembre 2012 ^(a)	155,6	87,4
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti en dollars canadiens, échéant en septembre 2012 ^(a)	-	24,6
Dette subordonnée non garantie, au coût amorti ^(b)	-	351,7
Billet à payer, garanti par les actifs de certains magasins, 8,75 %, remboursable par versements mensuels, échéant en 2019	3,9	4,2
Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition, taux variant entre 0,53 % et 12,28 %, remboursables à différentes dates jusqu'en 2019 (inclut un montant de 24,9 \$ relatif à RDK en 2011 et 2010)	36,5	35,3
	<u>526,4</u>	<u>741,2</u>
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6	4,4
	<u>521,8</u>	<u>736,8</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

18. Dette à long terme (suite)

(a) Crédits d'exploitation A, B et C à terme renouvelables non garantis :

Au 24 avril 2011, la société dispose de trois facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant initial maximal de 650,0 \$ (Crédit d'exploitation A), 310,0\$ (Crédit d'exploitation B) et 40,0\$ (Crédit d'exploitation C), chacun d'une durée initiale de cinq ans, 51 mois et 42 mois respectivement. Les facilités de crédit sont disponibles sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 50,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable;
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier et selon le taux d'utilisation des facilités de crédit, sont applicables sur la partie inutilisée des facilités de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu des conventions de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 24 avril 2011, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 0,75 % (0,86 % en 2010 pour la portion en dollars américains et de 1,05 % en 2010 pour la portion en dollars canadiens). De plus, des lettres de garantie de 0,6 \$ CA (0,9 \$ CA en 2010) et de 29,4 \$ (26,6 \$ en 2010) étaient en circulation. Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, la ligne de crédit disponible était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, le Crédit d'exploitation C était inutilisé.

(b) Dette subordonnée non garantie :

Le 15 décembre 2010, la société a procédé au rachat anticipé de sa dette subordonnée non garantie (la « dette ») au prix de 101,25 % du montant notionnel. Le montant total déboursé pour le rachat s'est donc chiffré à 354,4 \$, correspondant au montant notionnel de la dette de 350,0 \$ plus une prime de 4,4 \$. Au moment du rachat, la dette avait une valeur comptable de 351,4 \$. Un impact négatif net de 3,0 \$ avant impôts a donc été enregistré aux résultats. Cet impact négatif net est composé de la prime versée de 4,4 \$, nette du gain de 1,4 \$ découlant de la différence entre la valeur comptable de la dette de 351,4 \$ et le montant notionnel de 350,0 \$. La dette d'un montant nominal de 350,0 \$ avait comme date d'échéance initiale le 15 décembre 2013 et portait intérêt au taux nominal de 7,5 % (taux effectif de 7,35 %). L'entente relative à la dette subordonnée non garantie imposait des restrictions sur certaines transactions.

Au niveau de la présentation à l'état des flux de trésorerie consolidé, selon le CPN-47 du Manuel de l'ICCA, le montant total versé de 354,4 \$ se divise en trois montants distincts, soit :

1. une prime de 4,4 \$ versée pour le rachat anticipé de la dette. Ce montant est inclus dans les activités d'exploitation;
2. un montant de 17,4 \$ représentant les frais de financement versés au moment de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004. Ce montant est présenté en tant qu'intérêts implicites sur le rachat de la dette dans les activités d'exploitation; et
3. un montant de 332,6 \$ représentant le montant net encaissé lors de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004, soit le montant du notionnel de 350,0 \$ moins les frais de financement de 17,4 \$. Le montant de 332,6 \$ est présenté dans les activités de financement.

Les versements sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	Autres emprunts
2012	\$ 6,8	\$ 0,3
2013	28,9	486,3
2014	2,4	0,4
2015	1,6	0,4
2016	1,1	0,4
Suivants	0,4	2,1
	<u>41,2</u>	
Frais d'intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	4,7	
	<u>36,5</u>	

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

19. Crédits reportés et autres éléments de passif

	2011	2010
	\$	\$
Gains reportés sur transactions de cession-bail	95,6	98,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ^(a)	47,6	46,0
Dépense de loyer reportée	34,2	27,0
Provision pour indemnités d'accidents de travail	19,4	17,8
Passif au titre des prestations constituées (note 22)	17,5	14,0
Provision pour frais de réhabilitation de sites (note 23)	15,1	18,1
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	12,6	14,5
Crédits reportés	7,3	12,6
Autres passifs	49,7	37,2
	299,0	285,8

- (a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 137,1 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

Le rapprochement du passif de la société pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations liées à l'enlèvement de ses réservoirs à essence souterrains est présenté ci-dessous :

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	57,0	50,9
Passif engagé	0,5	0,3
Passif réglé	(1,6)	(1,7)
Charge de désactualisation	4,5	4,4
Acquisitions d'entreprises	0,4	1,5
Révision d'estimations	-	0,3
Effet des fluctuations du taux de change	0,6	1,3
Solde à la fin de l'exercice	61,4	57,0

Du passif total comptabilisé aux bilans consolidés au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, 47,6 \$ et 46,0 \$, respectivement, sont inclus dans les crédits reportés et autres éléments de passif et le reliquat est inclus au poste créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

20. Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les privilèges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.

Actions à vote multiple catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple catégorie A ne peut être émise.

Actions à droit de vote subalterne catégorie B, participantes, convertibles automatiquement au moment où certains événements se produisent en une action à droit de vote multiple catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne catégorie B.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne catégorie B et actions à droit de vote multiple catégorie A, de rang égal.

Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2011	2010
Actions à vote multiple catégorie A		
Solde au début de l'exercice	53 706 712	53 710 412
Rachat et annulation d'actions ^{(a) (b)}	(12 000)	(3 700)
Solde à la fin de l'exercice	53 694 712	53 706 712
Actions à droit de vote subalterne catégorie B		
Solde au début de l'exercice	129 942 597	133 917 208
Rachat et annulation d'actions ^{(a) (b)}	(2 768 300)	(4 296 000)
Émission aux fins d'une acquisition antérieure	304	304
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	2 724 444	321 085
Solde à la fin de l'exercice	129 899 045	129 942 597

- (a) Le 25 octobre 2010, la société a implanté un programme de rachat d'actions pour racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au pro rata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2011. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat.
- (b) Du 10 août 2009 au 9 août 2010, la société avait en place un programme de rachat d'actions pour racheter un maximum de 2 685 370 des 53 707 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 12 857 284 des 128 572 846 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 24 juillet 2009 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, tel que défini par les règles applicables, respectivement à cette date). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société pouvait procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 107 717 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont eu pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de ces catégories d'actions. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions ont été annulées dès leur rachat.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

21. Régime de rémunération et autres versements à base d'actions

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 16 892 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions d'une durée maximale de dix ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en-dessous du prix de clôture moyen pondéré pour un lot régulier des actions catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions.

Un sommaire de la situation au 24 avril 2011, au 25 avril 2010 et au 26 avril 2009 du régime d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	8 697 098	9,07	8 800 623	8,83
Octroyées	-	-	230 000	17,86
Levées	(2 724 444)	4,24	(321 085)	8,34
Frappées d'extinction	(15 474)	19,71	(12 440)	22,91
En circulation à la fin de l'exercice	<u>5 957 180</u>	<u>11,25</u>	<u>8 697 098</u>	<u>9,07</u>
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	<u>5 672 530</u>		<u>8 175 509</u>	
				2009
			Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
				\$ CA
En circulation au début de l'exercice			8 913 915	8,66
Octroyées			260 800	14,14
Levées			(312 072)	6,61
Frappées d'extinction			(62 020)	17,85
En circulation à la fin de l'exercice			<u>8 800 623</u>	<u>8,83</u>
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice			<u>8 172 355</u>	

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en cours et pouvant être exercées au 24 avril 2011 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ CA			\$ CA		\$ CA
2 – 4	58 000	0,20	4,03	58 000	4,03
6 – 8	3 226 700	0,95	7,36	3 226 700	7,36
8 – 12	911 300	2,51	10,24	911 300	10,24
12 – 16	291 555	6,98	14,18	182 755	14,30
16 – 20	961 590	5,46	17,67	797 670	17,59
20 – 26	508 035	5,55	24,67	496 105	24,70
	<u>5 957 180</u>			<u>5 672 530</u>	

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'octroi au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2011	2010	2009
Dividendes prévus (par action)	-	0,15 \$ CA	0,14 \$ CA
Volatilité moyenne	-	33,00 %	32,20 %
Taux d'intérêt sans risque	-	3,27 %	3,20 %
Durée prévue	-	8 ans	8 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées a été de 6,90 \$ CA en 2010 et 5,32 \$ CA en 2009.

Pour 2011, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 1,5 \$ (2,0 \$ en 2010 et 2,7 \$ en 2009).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

21. Régime de rémunération et autres versements à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées (« UAD »). Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur marchande de l'action catégorie B. Au 24 avril 2011, la société a un total de 80 704 UAD en circulation (66 444 au 25 avril 2010) et un passif lié au régime d'attribution d'actions fictives de 2,2 \$ (1,2 \$ au 25 avril 2010) est comptabilisé dans les crédits reportés et autres éléments de passif. En 2011, le coût de rémunération a été de 0,8 \$ (0,5 \$ en 2010 et 0,2 \$ en 2009).

Régime d'attribution d'actions fictives

La société possède un régime d'attribution d'actions fictives (les « AF ») permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « Participants »). Une AF est une unité nominale ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société (« Actions catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux Participants de recevoir une rémunération en espèces basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société (« Actions catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'acquisition des droits des AF. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des étalons internes et externes. Les AF sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

En 2011, la société a émis 192 799 AF (194 277 en 2010), a annulé 13 054 AF (5 323 en 2010) et a payé 1 082 AF (aucune en 2010). Au 24 avril 2011, 367 617 AF étaient en circulation (188 954 au 25 avril 2010) et un passif lié au régime d'attribution d'actions fictives de 5,0 \$ est comptabilisé dans les crédits reportés et autres éléments de passif (1,1 \$ au 25 avril 2010). En 2011, le coût de rémunération a été de 1,9 \$ (0,8 \$ en 2010).

22. Avantages sociaux futurs

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Les versements totaux en trésorerie pour les prestations futures des employés comprennent la trésorerie versée par la société à ses régimes de retraite capitalisés, la trésorerie versée directement aux bénéficiaires de ses régimes de retraite non capitalisés et la trésorerie versée à ses régimes à cotisations déterminées et s'élevaient à 4,5 \$ en 2011 (4,3 \$ en 2010 et 4,1 \$ en 2009).

Régime à prestations déterminées

La société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2010 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2011.

L'information sur les régimes à prestations déterminées de la société, globalement, est présentée ci-dessous :

	2011	2010
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	50,9	31,7
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,4	1,0
Intérêts débiteurs	2,8	2,8
Prestations versées	(2,2)	(2,2)
Coût des services passés	-	0,5
Pertes actuarielles	2,5	9,6
Effet des fluctuations du taux de change	2,6	7,5
Solde à la fin de l'exercice	58,0	50,9

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

22. Avantages sociaux futurs (suite)

	2011	2010
	\$	\$
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	23,3	18,5
Rendement réel des actifs des régimes	1,9	1,9
Cotisations de l'employeur	0,5	0,4
Prestations versées	(1,4)	(1,5)
Effet des fluctuations du taux de change	1,2	4,0
Juste valeur à la fin de l'exercice	25,5	23,3

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2011	2010
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	25,5	23,3
Obligation au titre des prestations constituées	58,0	50,9
Situation de capitalisation – déficit	(32,5)	(27,6)
Perte actuarielle nette non amortie	18,8	17,7
Actif transitoire net non amorti	-	(0,5)
Coût non amorti des services passés	4,1	4,7
Passif au titre des prestations constituées	(9,6)	(5,7)

Au 24 avril 2011, l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite sans capitalisation s'élève à 31,1 \$ (26,5 \$ au 25 avril 2010).

L'actif au titre des prestations constituées est inclus aux bilans de la société comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Autres actifs	7,9	8,3
Crédits reportés et autres passifs	(17,5)	(14,0)
Passif au titre de prestations constituées	(9,6)	(5,7)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprennent :

	Pourcentage des actifs des régimes	
	2011	2010
	%	%
Catégorie d'actifs		
Titres de capitaux propres	29,9	27,1
Titres de créances et trésorerie	70,1	72,9
Total	100,0	100,0

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2011		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements ^(a)	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	1,4	-	1,4
Intérêts débiteurs	2,8	-	2,8
Rendement réel des actifs des régimes	(1,9)	0,8	(1,1)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
Perte actuarielle nette	2,5	(1,0)	1,5
Coût des services passés	-	0,7	0,7
Charge de retraite de l'exercice	4,8	-	4,8

	2010		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements ^(a)	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	0,7	0,3	1,0
Intérêts débiteurs	2,8	-	2,8
Rendement réel des actifs des régimes	(1,9)	0,7	(1,2)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
Perte actuarielle nette	9,6	(9,0)	0,6
Coût des services passés	0,5	0,1	0,6
Charge de retraite de l'exercice	11,7	(8,4)	3,3

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

22. Avantages sociaux futurs (suite)

	2009		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements ^(a)	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	0,6	-	0,6
Intérêts débiteurs	2,2	-	2,2
Rendement réel des actifs des régimes	1,1	(2,4)	(1,3)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
(Gain) perte actuariel net	(5,7)	6,8	1,1
Coût des services passés	1,4	(0,9)	0,5
Charge de retraite de l'exercice	(0,4)	3,0	2,6

(a) Ajustements pour constater la nature à long terme des coûts des prestations futures des employés.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

Obligation au titre des prestations constituées

	2011	2010
	%	%
Taux d'actualisation	5,25	5,50
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00

Charge de retraite

	2011	2010	2009
	%	%	%
Taux d'actualisation	5,50	8,00	6,00
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,00	6,00	6,00
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00	4,00

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées pour 2011 s'élève à 5,9 \$ (6,4 \$ en 2010 et 5,9 \$ en 2009).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 13,2 \$ au 24 avril 2011 (9,6 \$ au 25 avril 2010) et sont incluses au poste crédits reportés et autres éléments de passif.

23. Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes et américaines portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant et de produits connexes. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale qui comprend des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans chacun des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception du Michigan, de l'Iowa, de la Floride, de l'Arizona, du Texas et de l'État de Washington, un fonds en fiducie est disponible pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux frais de réhabilitation de sites mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 26,6 \$ au 24 avril 2011 (28,2 \$ au 25 avril 2010), dont un montant de 11,5 \$ (10,1 \$ au 25 avril 2010) est inclus aux créditeurs et charges à payer, le reliquat étant inclus aux crédits reportés et autres éléments de passif. De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 18,9 \$ au 24 avril 2011 (21,8 \$ au 25 avril 2010), dont un montant de 3,3 \$ (3,1 \$ au 25 avril 2010) est inclus dans les débiteurs, le reliquat étant inclus dans les autres actifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

24. Instruments financiers et gestion du capital

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise certains instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition à certains risques, principalement son risque de prix.

Risque de change

La plupart des revenus et des charges consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains.

Au 24 avril 2011, toutes autres variables demeurant constantes, un renforcement (affaiblissement) hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu un impact favorable (défavorable) net de 17,2 \$ sur les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée au risque de taux d'intérêt par le biais d'une partie de sa dette à long terme portant intérêt à taux variable. La politique de la société est de maintenir une grande partie de ses emprunts dans des instruments à taux variable en utilisant des swaps de taux d'intérêt lorsque nécessaire.

La dette à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de sa juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Au cours de l'exercice 2011, la société a procédé au rachat anticipé de sa dette subordonnée non garantie. L'exposition au risque de variation de la juste valeur est minime puisque la majorité de sa dette à long terme porte intérêt à taux variable. Pour une partie de l'exercice 2010, afin d'atténuer ce risque, la société avait un contrat de swap de taux d'intérêt paie variable/reçoit fixe sur son ancienne dette subordonnée non garantie par lequel elle s'était engagée à échanger le montant de l'écart entre le taux d'intérêt variable et le taux d'intérêt fixe, calculé en fonction des montants nominaux de référence. Ce swap de taux d'intérêt était désigné à titre de couverture de la juste valeur de la dette subordonnée non garantie.

Au cours de l'exercice 2010, le contrat de swap de taux d'intérêt que la société détenait a été résilié par la contrepartie moyennant le paiement de sa part d'un montant de 2,5 \$. Suivant la résiliation de ce swap de taux d'intérêt, la société a mis fin à la comptabilité de couverture pour ce swap.

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt et elle n'a actuellement recours à aucun instrument dérivé visant à atténuer ce risque. La société analyse le risque de taux d'intérêt sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur son bénéfice net. Basé sur les soldes au 24 avril 2011, l'impact sur le bénéfice net d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêts aurait été de 2,5 \$.

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et du swap sur rendement total.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 24 avril 2011, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 24 avril 2011, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable.

La société est exposée au risque de crédit provenant du swap sur rendement total lorsque celui-ci donne lieu à un montant à recevoir de l'institution financière. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ce contrat de swap avec une institution financière majeure ayant un risque de crédit très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et à des engagements de location. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer et de ses contrats de location. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

24. Instruments financiers et gestion du capital (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 24 avril 2011 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés ⁽¹⁾						
Créiteurs et charges à payer	846,6	846,6	846,6	-	-	-
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti	330,4	333,9	2,5	331,4	-	-
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti	155,6	157,3	1,2	156,1	-	-
Autres dettes à long terme	40,4	46,4	7,3	29,4	6,9	2,8
	<u>1 373,0</u>	<u>1 384,2</u>	<u>857,6</u>	<u>516,9</u>	<u>6,9</u>	<u>2,8</u>

(1) Basé sur les taux spot, au 24 avril 2011, pour les soldes en dollar canadien et les soldes portant intérêt à taux variables.

(2) Exclu les crédits reportés ainsi que les créiteurs et charges à payer statutaires tel que les taxes de vente, les taxes d'accise, les taxes foncières et certaines déductions à la source.

Risque de prix

La société est exposée au risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'actions fictives, laquelle a une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur marchande des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu une entente financière avec une institution financière de première qualité qui inclut un swap sur rendement total intégré avec un sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur marchande dans les autres actifs au bilan consolidé. L'entente sera ajustée au besoin pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et/ou les règlements sur les actions fictives. Au 24 avril 2011, l'impact sur le bénéfice net d'une variation de 5,0 % du contrat n'aurait pas été significatif.

Justes valeurs

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes fournisseurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable, étant donné leur échéance rapprochée et la valeur comptable des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis se rapprochent de leur juste valeur étant donné que leur écart de taux est similaire à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions similaires à la date du bilan.

La trésorerie et équivalents de trésorerie est comptabilisé à la juste valeur aux états financiers consolidés.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers :

- La juste valeur du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré est fondé sur la juste valeur marchande des actions de catégorie B de la société;
- La juste valeur de la dette subordonnée non garantie était fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie s'y rapportant, calculée en fonction du taux d'emprunt marginal estimatif de la société pour des dettes ayant des échéances résiduelles identiques. Au 25 avril 2010, la dette subordonnée non garantie avait une valeur comptable de 351,7 \$ et une juste valeur de 357,0 \$.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan consolidé doivent être classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La société a classé la trésorerie et équivalents de trésorerie au niveau 1. Pour l'instrument incluant un swap sur rendement total intégré, la société a classé son évaluation à la juste valeur au niveau 2, car elle repose essentiellement sur des données observables sur le marché, soit des prix cotés sur le marché.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

24. Instruments financiers et gestion du capital (suite)

Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser la structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette à intérêt. Pour sa part, la dette nette à intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (voir notes 18 et 20).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'attribution d'AF et d'UAD. Le régime de rachat d'actions de la société est aussi un des outils utilisés pour atteindre ses objectifs.

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale (le ratio) et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. En date du bilan consolidé, le ratio s'est établi comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6	4,4
Dette à long terme	521,8	736,8
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4	220,9
Dette nette à intérêts	206,0	520,3
Capitaux propres	1 936,1	1 614,3
Dette nette à intérêts	206,0	520,3
Capitalisation totale	2 142,1	2 134,6
Ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale	9,6%	24,4%

En vertu de son crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, la société doit respecter certains ratios financiers :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie sur le BAIIA des quatre derniers trimestres les plus récents. Le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissement) n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens;
- Un ratio de couverture des charges fixes qui représente le ratio du BAIIIL pour les quatre derniers trimestres les plus récents sur le total de la dépense d'intérêts et des frais de location déboursés pour la même période. Le BAIIIL n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et est constitué du BAIIA plus les frais de location déboursés.

La société fait un suivi continu de ces ratios et est en conformité avec ces clauses restrictives.

La société n'est soumise à aucune autre exigence externe significative concernant son capital.

25. Obligations contractuelles

Paiements minimums exigibles

Au 24 avril 2011, la société s'est engagée d'après des contrats de location-exploitation échéant à différentes dates jusqu'en 2032 à verser une somme totale de 1 597,7 \$ aux États-Unis et de 816,8 \$ CA au Canada pour la location d'espaces commerciaux, d'équipements et d'un entrepôt. Plusieurs de ces contrats de location contiennent des clauses de renouvellement et certains espaces commerciaux sont sous-loués à des franchisés. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

	États-Unis	Canada
	\$	\$ CA
2012	154,8	89,3
2013	148,0	80,7
2014	136,7	70,3
2015	132,0	61,0
2016	126,1	52,6
Suivants	900,1	462,9

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

25. Obligations contractuelles (suite)

Engagements d'achats

La société s'est engagée d'après diverses ententes d'achats de produits exigeant qu'elle achète annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Dans le passé, la société a généralement excédé ces exigences minimales et prévoit faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une partie des rabais reçus.

26. Éventualités et garanties

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. La direction est d'avis que ces réclamations et litiges sont non fondés. La direction juge que tout paiement pouvant résulter de telles éventualités n'aurait pas d'incidence néfaste significative sur les résultats et la situation financière de la société.

Garanties

La société a conclu un certain nombre de contrats dans le but de sous-louer des locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 24 avril 2011, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 1,5 \$ et leur juste valeur est non significative. Jusqu'ici, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnités.

27. Information sectorielle

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate et de carburant par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Couche-Tard, Mac's et Circle K. Les revenus de sources externes proviennent principalement de deux catégories, soit les marchandises et les services ainsi que le carburant.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de produits ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2011			2010		
	É.-U.	Canada	Total	É.-U.	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes						
Marchandises et services	4 171,8	2 050,0	6 221,8	3 986,0	1 895,5	5 881,5
Carburant	10 595,8	2 148,3	12 744,1	8 819,8	1 738,3	10 558,1
	14 767,6	4 198,3	18 965,9	12 805,8	3 633,8	16 439,6
Marge brute						
Marchandises et services	1 381,7	702,9	2 084,6	1 308,1	638,3	1 946,4
Carburant	564,9	135,7	700,6	488,7	118,2	606,9
	1 946,6	838,6	2 785,2	1 796,8	756,5	2 553,3
Immobilisations et écarts d'acquisition	1 868,9	576,4	2 445,3	1 877,9	529,1	2 407,0
						2009
	É.-U.	Canada	Total	É.-U.	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes						
Marchandises et services				3 742,6	1 673,8	5 416,4
Carburant				8 865,2	1 499,5	10 364,7
				12 607,8	3 173,3	15 781,1
Marge brute						
Marchandises et services				1 226,2	574,9	1 801,1
Carburant				545,6	89,9	635,5
				1 771,8	664,8	2 436,6
Immobilisations et écarts d'acquisition				1 729,0	433,0	2 162,0

Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que l'emplacement des immobilisations et des écarts d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

28. Produits assujettis à la réglementation des tarifs

La société vend certains produits dont les tarifs sont réglementés par divers organismes provinciaux ou d'états. Les prix de vente de la bière, du vin, des spiritueux et des cigarettes peuvent faire l'objet de prix minimums. Les prix de vente des produits laitiers et du carburant peuvent faire l'objet de prix minimums et/ou maximums. Les prix de vente des produits de loterie font l'objet de prix fixés. Prenant en considération le nombre de provinces et d'états dans lesquels la société exerce ses activités et le fait que cette réglementation soit établie indépendamment par ces différentes entités, aucune réglementation prise individuellement n'a d'impact significatif sur les résultats consolidés de la société. La comptabilisation des ventes n'est pas affectée par la réglementation des tarifs.

29. Événements subséquents

En mai 2011, la société a fait l'acquisition de 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique au Canada de Shell Canada Products. La société est propriétaire du terrain et des immeubles de sept sites et elle loue ces mêmes actifs pour les quatre autres sites.

En mai 2011, la société a acquis cinq magasins corporatifs opérant sous la bannière Gas City dont un est situé en Arizona et les quatre autres dans la région de Chicago aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et des immeubles de trois sites et loue les autres.

En juin 2011, la société a signé une entente avec Exxon Mobil pour 322 magasins et un contrat d'approvisionnement en carburant pour 65 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. Advenant la clôture de la transaction, des 322 magasins, 72 seraient exploités par la société et 250 par des exploitants indépendants. La société serait propriétaire de l'immobilier d'un maximum de 202 sites tandis qu'elle louerait les autres. Il est prévu que cette transaction soit conclue en phases qui auraient lieu entre le quatrième trimestre de l'année calendrier 2011 et le deuxième trimestre de l'année calendrier 2012. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

En juin 2011, la société a signé une entente afin d'acquérir 26 magasins corporatifs opérant dans certains états du centre de la côte est des États-Unis. Advenant la clôture de la transaction qui est prévue d'ici la fin de l'été, la société serait propriétaire de l'immobilier de 25 des sites et louerait l'autre. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

30. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée au cours de l'exercice 2011.